

INSTRUCTION

N° 00-090-A-R du 30 octobre 2000

NOR : BUD R 00 00090 J

Texte publié au BOCP

CRÉATION DES FONDS DE COMPENSATION DES NUISANCES AÉROPORTUAIRES

ANALYSE

Modalités de fonctionnement des comptes 475-7351 et 475-7352

Date d'application : 20/10/2000

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; RECOUVREMENT ; AÉROPORT DE PARIS ; NUISANCE SONORE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	ACT										

DIFFUSION

CS 31

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5A

SOMMAIRE

1. CADRE JURIDIQUE.....	3
2. FONCTIONNEMENT DES FONDS	3
2.1. Principes généraux.....	3
2.2. Les recettes des fonds	4
2.2.1. La contribution annuelle d'ADP	4
2.2.2. Le prélèvement sur les ressources des FDPTP	4
2.3. Les dépenses des fonds	5

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Loi de finances rectificative pour 1999 n° 99-1173 du 30 décembre 1999 - Article 37.....	6
ANNEXE N° 2 : Décret n° 2000-903 du 18 septembre 2000 relatif aux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	7
ANNEXE N° 3 : Lettre du ministère de l'Intérieur.....	9

L'article 37 de la loi de finances rectificative pour 1999 a institué deux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (FCNA), pour les communes riveraines des aéroports de Paris-Orly et Paris-Charles-de-Gaulle (annexe 1).

Le décret n° 2000-903 du 18 septembre 2000, publié au journal officiel du 20 septembre 2000, en a précisé les conditions d'application (annexe 2).

La présente instruction a pour objet de présenter aux trésoriers-payeurs généraux de la région Ile-de-France, seuls concernés par la mise en œuvre de ces mesures, les modalités de fonctionnement de ces fonds.

1. CADRE JURIDIQUE

Le législateur a prévu la création de deux fonds de compensation, dans le but d'indemniser les communes proches de chaque aéroport de Paris pour les nuisances sonores qu'elles subissent.

Les ressources de ces fonds sont constituées :

- d'une part, par une contribution annuelle de l'établissement public Aéroports de Paris (ADP), sur délibération de son conseil d'administration
- d'autre part, par une attribution déterminée en application du V quater de l'article 1648 A du code général des impôts (CGI), correspondant à un prélèvement sur les ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP), lorsqu'ils sont alimentés par l'écêtement d'établissements exceptionnels implantés dans une commune située dans les limites territoriales de l'un des deux aéroports.

Ces ressources sont réparties entre les communes bénéficiaires, par le Préfet de la région Ile-de-France, ordonnateur des deux fonds, dans les conditions prévues aux III et IV de l'article 1648 AC du CGI, décrites dans la circulaire du ministère de l'intérieur ci-jointe (annexe 3).

2. FONCTIONNEMENT DES FONDS

2.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les fonds créés ne disposent pas de la personnalité juridique.

Les opérations de dépenses et de recettes au titre de ces fonds sont retracées en comptabilité générale de l'Etat aux comptes suivants ouverts exclusivement dans les écritures du Receveur Général des Finances de Paris, comptable assignataire :

- Compte 475-7351 "Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires de Paris-Orly" ;
- Compte 475-7352 "Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires de Paris-Charles-de-Gaulle".

Chaque compte est alimenté en crédit des sommes correspondant aux ressources respectives de chaque fond.

Chaque compte est débité des attributions à verser par chacun des fonds aux communes bénéficiaires.

2.2. LES RECETTES DES FONDS

2.2.1. La contribution annuelle d'ADP

Chaque année, au plus tard le 15 février, le Conseil d'administration d'ADP prend une délibération pour fixer le montant de la contribution revenant à chaque fonds, pour qu'elle soit versée au plus tard le 15 mars, sauf cas de force majeure.

En 2000, le versement doit intervenir dans le mois qui suit la parution au Journal Officiel du décret précité.

☞ *Comptabilisation des versements d'ADP*

Le Receveur Général des Finances, qui a reçu notification de la délibération d'ADP précisant le montant attribué à chaque fonds, impute le versement effectué par l'établissement au crédit des comptes 475-7351 et 475-7352 précités pour la part revenant à chaque fonds.

Cette opération est justifiée par une copie de la délibération d'ADP.

2.2.2. Le prélèvement sur les ressources des FDPTP

Conformément aux dispositions du décret n° 88-988 du 17 octobre 1988 relatif au fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, dans chaque département concerné par l'application du prélèvement, l'autorité compétente pour répartir les ressources du FDTP (le conseil général ou la commission interdépartementale) détermine le montant du prélèvement de 40 % prévu par l'article 1648 A du CGI.

Les préfets de chaque département, destinataires des délibérations correspondantes, vérifient l'application correcte de ces dispositions.

En leur qualité d'ordonnateur du FDPTP, ils procèdent à l'émission d'un arrêté de répartition de ce fonds, adressé à la trésorerie générale de leur département, à l'appui de la délibération correspondante prise par le conseil général ou la commission interdépartementale et accompagné d'un ordre de paiement émis sur le compte 475.715.

☞ *Comptabilisation des prélèvements effectués par les Trésoriers-Payeurs Généraux d'Ile-de-France*

A réception de ces documents, la trésorerie générale constate l'écriture suivante :

Débit	475.715	"Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle"	
	Crédit	391.31	"Transferts divers entre comptes supérieurs – transferts de recettes"

pour transfert au Receveur Général des Finances des sommes revenant au fonds attributaire du prélèvement.

Une copie de la délibération est transmise par chaque trésorerie générale à l'appui du bordereau de transfert destiné au Receveur Général des Finances.

☞ *Comptabilité des transferts par le Receveur Général des Finances*

A la réception des transferts, le Receveur Général des Finances passe les écritures suivantes :

- Débit compte 391.31 }
- Crédit compte 475.7351 } précités
- ou compte 475.7352 }

pour les montants attribués à chaque fonds.

2.3. LES DÉPENSES DES FONDS

Les attributions des deux fonds font l'objet de deux versements annuels distincts au profit des communes bénéficiaires.

Dès que les comptes 475-7351 et 475-7352 sont abondés par l'une ou l'autre des ressources du fonds, le préfet de la région Ile-de-France émet un arrêté de versement pour chaque fonds, qu'il adresse au Receveur Général des Finances, appuyé des états de répartition et d'un ordre de paiement établi pour chaque fonds.

☞ Versement des attributions aux communes bénéficiaires

A réception des documents transmis par le préfet de la région Ile-de-France, le Receveur Général des Finances transfère à chaque Trésorier-Payeur Général d'Ile-de-France concerné le montant des attributions revenant aux communes de son département. Les versement sont comptabilisés par :

- Débit au compte 475.7351 "Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires de Paris-Orly ;

ou

- Débit au compte 475.7352 "Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires de Paris-Charles-de-Gaulle" ;

et

- Crédit au compte 391.31 (affecté du numéro codique de la trésorerie générale destinataire).

A l'appui de chaque bordereau de transfert, est joint l'état des attributions à verser aux communes du département au titre de l'un ou l'autre des fonds de compensation.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux, à réception des transferts de la Recette Générale des Finances, passent dans leurs écritures les opérations suivantes :

Débit	391.31		
	Crédit	390.31	"Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs – Opérations à l'initiative des comptables centralisateurs"

pour le montant des attributions qui vient abonder le compte au Trésor des collectivités bénéficiaires.

En fin d'année, les comptes 475.7351 et 475.7352 présentent chez le Receveur Général des Finances un solde nul ou créditeur.

L'année suivante, ces soldes sont repris en balance d'entrée aux mêmes comptes chez le Receveur Général des Finances.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

ANNEXE N° 1 : Loi de finances rectificative pour 1999 n° 99-1173 du 30 décembre 1999 -
Article 37

I. - Après le V ter de l'article 1648 A du code général des impôts, il est inséré un V quater ainsi rédigé :

«V quater. - En région Ile-de-France, les ressources des fonds départementaux de péréquation alimentés par l'écrêtement des établissements mentionnés aux I, I ter et I quater et situés dans une commune comprise dans les limites territoriales des aéroports de Paris-Charles-de-Gaulle et de Paris-Orly, sont réparties comme suit :

«a. Le prélèvement prioritaire prévu aux 1o et 2o du IV bis est limité respectivement à 25 % et 30 % ;

«b. Les ressources du fonds ou, le cas échéant, le solde, lorsqu'il est fait application du a, sont répartis conformément aux dispositions du II.

«Toutefois, 40 % de la dotation à répartir par le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle entre les communes définies au 2o du II sont affectés aux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires définis au I de l'article 1648 AC du code général des impôts.»

II. - Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 1648 AC ainsi rédigé :

«Art. 1648 AC. - I. - A compter du 1er janvier 2000, il est créé un Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle, ainsi qu'un Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Orly.

«II. - Ces fonds sont alimentés par :

«- une attribution déterminée en application du V quater de l'article 1648 A ;

«- une contribution annuelle de l'établissement public Aéroports de Paris, sur délibération de son conseil d'administration.

«III. - Les ressources du Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle sont attribuées aux communes dont le territoire se situe, au 1^{er} janvier de l'année de répartition, en totalité ou en partie dans le plan de gêne sonore de l'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle défini à l'article 19 de la loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au double du potentiel moyen par habitant des communes du plan de gêne sonore concernées.

«Les ressources du Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport de Paris-Orly sont attribuées aux communes dont la population se situe, au 1er janvier de l'année de répartition, en totalité ou en partie, dans le plan de gêne sonore de l'aéroport de Paris-Orly défini à l'article 19 de la loi no 92-1444 du 31 décembre 1992 précitée, et dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des communes du plan de gêne sonore concerné.

«IV. - Les ressources des fonds de compensation des nuisances aéroportuaires sont réparties entre les communes éligibles, en application des dispositions du III, au prorata de la population communale concernée par le plan de gêne sonore, majorée du quart de la population communale située hors du plan de gêne sonore et en proportion de l'écart relatif entre le potentiel fiscal moyen par habitant des communes situées dans le plan de gêne sonore et le potentiel fiscal par habitant de la commune.

«V. - Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret.»

ANNEXE N° 2 : Décret n° 2000-903 du 18 septembre 2000 relatif aux fonds de compensation des nuisances aéroportuaires

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu le code général des impôts, et notamment ses articles 1648 A et 1648 AC ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2334-4 et D. 2151-1 ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment son article R. 252 ;

Vu la loi de finances rectificative pour 1999, et notamment son article 37 ;

Vu l'avis du comité des finances locales en date du 11 juillet 2000,

Décète :

Art. 1er. - Pour l'application du III de l'article 1648 AC du code général des impôts :

Les plans de gêne sonore à prendre en compte sont ceux, établis par arrêté préfectoral en application de l'article 19 de la loi du 31 décembre 1992, en vigueur au 1er janvier de chaque année ;

La population communale à prendre en compte est arrêtée dans les conditions prévues à l'article D. 2151-1 du code général des collectivités territoriales.

Art. 2. - Les fonds institués au I de l'article 1648 AC revêtent la forme de deux comptes distincts.

Les attributions au titre de chaque fonds sont arrêtées par le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, suivant les dispositions du III et IV de l'article 1648 AC du code général des impôts. Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, répartit, dans l'ordre, et pour chacun des deux fonds :

- la partie du fonds alimentée par la contribution annuelle de l'Etablissement public Aéroports de Paris ;
- la partie du fonds alimentée par l'attribution déterminée en application du V quater de l'article 1648 A du code général des impôts.

Le préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, présente un rapport annuel sur la gestion des fonds au ministre de l'intérieur et aux présidents des conseils généraux des départements où sont implantées les communes bénéficiaires des attributions au titre des fonds de compensation.

Le receveur général des finances de Paris, trésorier-payeur général de la région Ile-de-France, est le comptable assignataire des fonds visés par cet article.

Art. 3. - A compter de 2001, le montant de la contribution prévue au II de l'article 1648 AC du code général des impôts, versé à chaque fonds institué au I du même article, est arrêté, au plus tard le 15 février, par délibération du conseil d'administration de l'Etablissement public Aéroports de Paris, notifiée au préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, et au receveur général des finances de Paris.

Art. 4. - A compter de 2001, la contribution de l'Etablissement public Aéroports de Paris est versée à chaque fonds, au plus tard le 15 mars, sauf cas de force majeure.

Pour l'année 2000, ce versement devra intervenir dans les trente jours suivant la date de publication du présent décret.

Art. 5. - Les ressources prévues au V quater de l'article 1648 A du code général des impôts sont prélevées sur le produit des écrêtements intervenus à partir des rôles d'imposition de la taxe professionnelle émis au titre des années 2000 et suivantes.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Art. 6. - L'attribution des ressources des fonds fait l'objet de versements distincts au titre de la contribution de l'Etablissement public Aéroports de Paris et au titre de l'attribution déterminée en application du V quater de l'article 1648 A du code général des impôts.

Art. 7. - Le potentiel fiscal par habitant visé au III et au IV de l'article 1648 AC du code général des impôts est celui défini à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales.

Art. 8. - Les limites territoriales des aéroports de Paris - Charles-de-Gaulle et de Paris-Orly sont celles figurant sur les plans annexés au présent décret¹.

Art. 9. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, des transports et du logement et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 septembre 2000.

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,

Daniel Vaillant

Le ministre de l'économie,

des finances et de l'industrie,

Laurent Fabius

Le ministre de l'équipement,

des transports et du logement,

Jean-Claude Gayssot

La secrétaire d'Etat au budget,

Florence Parly

¹ Ces plans peuvent être consultés au ministère de l'équipement, des transports et du logement (direction générale de l'aviation civile, service des bases aériennes).

ANNEXE N° 3 : Lettre du ministère de l'Intérieur

**Direction Générale
des Collectivités Locales**

Sous-Direction des Finances Locales
et de l'Action Economique

Bureau de la fiscalité locale

AFFAIRE SUIVIE PAR : M. Jérôme COMMEINHES, Rédacteur

Tél.: 01.49.27.31.54.

Télécopie : 01.40.07.68.30.

DGCL/FL1/2000/N° 233 /DEP

Le Ministre de l'Intérieur

à

Monsieur le Préfet de la Région Ile-de-France,
Préfet de Paris

Objet : Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires.

L'article 37 de la loi de finances rectificative pour 1999 a prévu la création de fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (FCNA) des communes riveraines des aéroports de Paris-Orly et Paris-Charles-de-Gaulle. Le décret n° 2000-903 du 18 septembre 2000 en a précisé les conditions d'application.

Conformément à l'article 2 du décret susvisé, vous êtes chargé d'arrêter les attributions versées aux communes éligibles au titre de chacun des deux fonds.

Ceux-ci se composent de ressources distinctes, au titre de la contribution de l'établissement public Aéroports de Paris (ADP) d'une part, au titre des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) d'autre part, qu'il convient de verser distinctement et dans cet ordre.

1 – La contribution ADP :

S'agissant de la première ressource, le montant attribué à chacun des deux fonds pour 2000 doit vous être notifié par le conseil d'administration de l'établissement public Aéroport de Paris.

ANNEXE N° 3 (suite)

Le montant global de la contribution ADP s'élève pour 2000 à 30 millions de francs. Ce montant est réparti sur chacun des deux FCNA au prorata de la population touchée par le PGS (105 260 habitants pour le FCNA de Paris-Orly, 45 106 habitants pour le FCNA de Paris-Roissy), celle de Paris-Roissy étant affectée d'un coefficient de 1,75. Ainsi, 12 856 305 francs doivent être versés au FCNA de Paris-Roissy, 17 143 695 francs au FCNA de Paris-Orly.

Chacun de ces montants doit être réparti aux communes bénéficiaires conformément aux dispositions prévues par le III de l'article 1648 AC du code général des impôts. Vous trouverez en annexes 3 et 4 le nom des communes éligibles ainsi que les produits à verser.

La détermination du montant à verser aux communes s'effectue, **pour chaque fonds et pour chaque commune**, en 4 étapes :

1 – Multiplier le montant affecté par ADP au fonds par le montant figurant en colonne 2 de l'annexe 1 ou 2 (population communale située dans le plan de gêne sonore PGS majorée du quart de la population de la commune située en dehors du PGS). Le produit ainsi obtenu est ensuite divisé, pour chaque commune, par le total de la population majorée ainsi calculée (total de la colonne 2).

On détermine ainsi la somme affectée à chaque commune avant pondération par le potentiel fiscal.

2 – Le montant déterminé au 1 est ensuite multiplié par les éléments figurant dans la colonne 3 de l'annexe 1 ou 2. Cette opération vise à tenir compte de l'écart existant entre le potentiel fiscal par habitant de la commune et le potentiel fiscal moyen par habitant des communes situées dans le plan de gêne sonore (PGS) de l'aéroport. Les communes pour lesquelles ce rapport est supérieur à 2 ont été exclues de la répartition par le législateur.

3 – Le montant affecté au fonds par Aéroport de Paris est divisé par la somme des produits calculés au 2. Ce rapport exprime l'écart existant entre le montant affecté au fonds par Aéroport de Paris et le montant total qui devrait être versé aux communes après prise en compte de l'écart de potentiel fiscal.

4 – Les montants déterminés au 2 sont affectés du rapport calculé au 3. Cette opération est destinée à ce que la somme des produits versés aux communes soit effectivement égale à la contribution d'Aéroport de Paris.

Les montants ainsi déterminés pour chaque commune qui figurent à l'annexe 3 pour Paris-Orly et à l'annexe 4 pour Paris-Roissy doivent ensuite faire l'objet d'arrêtés de versement établis par le préfet de la région Ile-de-France. Ces arrêtés doivent intervenir une fois les comptes FCNA crédités, au vu de l'information transmise par le receveur général des finances de Paris, trésorier-payeur général de la région Ile-de-France. Les versements sont à opérer par débit du compte n° 475.7351 « Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires de Paris-Orly » et du compte n° 475.7352 « Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires de Paris-Charles de Gaulle ».

Vous transmettez à cette occasion au receveur général des finances de Paris, outre les arrêtés de versement, les annexes 3 bis, 3 ter, 3 quater, ainsi que les annexes 4 bis, 4 ter, qui indiquent le détail des produits répartis par département. Celui-ci les transmettra à chaque trésorier-payeur général concerné par le versement d'attributions revenant aux communes de son département.

2 – Le prélèvement sur les ressources des FDPTP :

Par ailleurs, les fonds de compensation des nuisances aéroportuaires bénéficient d'un prélèvement sur les ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle. Cette ressource est égale à 40 % de la dotation des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle affectée aux communes concernées par les conseils généraux ou les commissions interdépartementales, pour les établissements exceptionnels situés dans une commune comprise dans les limites territoriales de l'un ou l'autre aéroport.

ANNEXE N° 3 (suite et fin)

Au vu des limites territoriales actuelles, neuf communes sont concernées par l'application de ce prélèvement pour le FCNA de Paris-Orly: Orly, Rungis, Thiais et Villeneuve-le-Roi dans le Val-de-Marne ; Athis-Mons, Chilly-Mazarin, Morangis, Paray-Vieille-Poste et Wissous dans l'Essonne.

Pour le FCNA de Paris-Roissy-Charles de Gaulle, huit communes sont concernées : Compans, Le Mesnil-Amelot, Mauregard et Mitry-Mory pour la Seine-et-Marne ; Tremblay-en-France pour la Seine-Saint-Denis ; Epiais-les-Louvres, Roissy-en-France et Louvre pour le Val-d'Oise.

Tout établissement exceptionnel situé dans une de ces communes doit donc faire l'objet, à compter des rôles émis au titre de l'année d'imposition 2000, d'une répartition conforme aux dispositions particulières du V quater de l'article 1648 A du code général des impôts.

La procédure sera la suivante :

- Le conseil général ou, le cas échéant, la commission interdépartementale, sont compétents pour effectuer cette répartition. Vous devrez vous procurer les délibérations relatives aux établissements exceptionnels concernés par les FCNA puis les transmettre à la direction générale des collectivités locales – Bureau de la fiscalité locale qui vous retournera les montants à verser à chaque commune au titre des FDPTP, ainsi que les états détaillés ci-dessous qui doivent être transmis au receveur général des finances de Paris.
- Les préfets des départements d'implantation des établissements exceptionnels prendront les arrêtés de versement relatifs aux prélèvements de 40 % sur les ressources des FDPTP, imputés au débit du compte 475.715 « Fonds départemental de la taxe professionnelle ». Les arrêtés seront accompagnés de la délibération de répartition prise par le conseil général ou la commission interdépartementale et transmis pour exécution au trésorier-payeur général de leur département. Ces derniers verseront les sommes correspondantes à chacun des deux FCNA par un transfert comptable adressé au receveur général des finances de Paris qui vous le signalera.
- Une fois les comptes FCNA alimentés, vous devrez alors prendre des arrêtés de versement. Les versements sont à opérer par débit du compte n° 475.7351 « Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires de Paris-Orly » et du compte n° 475.7352 « Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires de Paris-Charles de Gaulle ».

A l'appui des arrêtés, vous transmettez un état des attributions à verser au titre de chaque FCNA, comportant le total à verser pour chaque fonds, le sous-total par département, et le montant revenant à chaque commune. Il conviendra également de joindre un état des attributions versées par département au titre de chaque FCNA. Cet état sera transmis par le receveur général des finances de Paris à chaque trésorier-payeur général concerné par le versement d'attributions revenant aux communes de son département.